

Le 24 juillet 2006

Contribution de Bernard THIERRY, ingénieur ICAM, président de DARLY et membre du RAC
(à titre personnel)

Les lobbies, et beaucoup d'élus, ne savent parler que de croissance forte pour doper l'économie et réduire le chômage, et vont même jusqu'à dire qu'ils ne font que répondre à la demande des consommateurs que nous sommes, consommateurs toujours plus exigeants !...

Quelques prophètes prêchent dans le désert. Ils ne font pas partie des lobbies routiers, pétroliers, constructeurs automobiles, travaux publics, etc.. La population acquiesce, mais ne change pas encore ses habitudes : le salon des 4X4 et les courses de formule 1 ont toujours du succès !...

Au lieu d'alerter, la plupart des médias rassurent : « on trouvera des solutions :biocarburants, pile à combustible, hydrogène, fusion nucléaire... ». D'ailleurs, ces médias ne sont ils pas esclaves des lobbies qui sont leurs financiers, via la publicité entre autres.

En attendant, la planète s'appauvrit ; les humains consomment déjà plus qu'elle ne peut donner. A la récente conférence internationale sur l'environnement, on a reconnu que « les zones arides ou semi arides couvrent 40% de la planète et sont occupées par un tiers de la population mondiale. Elles progressent chaque année, du Maghreb à la Chine. » Vaut-il mieux consacrer les terres cultivables à la production de biocarburants ou à la satisfaction des besoins primaires de ces populations ? Notre attitude d'aujourd'hui, la défense égoïste de notre niveau de vie ne sont-ils pas aussi critiquables que l'esclavage des siècles passés.

Ecoutons les appels des scientifiques et des économistes, de Nicolas Hulot, des ONG, etc..

Sous le titre « Effondrement », Jared Diamond, géographe et biologiste américain, écrit : « Désormais notre planète tout entière est cette île perdue dans le silence d'un espace sans échappée et peuplée d'une tribu prête à mourir plutôt que de préserver l'environnement qui la nourrit. »

L'économiste Michel Drancourt écrit de son côté : « La crise énergétique exige une autre façon de gérer le présent et d'avoir une approche prospective des décisions ; la prospective, rappelons-le, n'est pas une prévision, mais une façon d'agir en fonction de ce qui peut advenir plus qu'en raison du passé. »

L'Etat et les responsables des décisions, à l'issue de ce débat public sur le VRAL, feraient bien de graver cette réflexion sur leur table de travail !...

Qu'on le veuille ou non, le changement climatique s'impose à nous. Depuis le fameux « La maison brûle... », il y a eu le Plan Climat, le facteur, la loi 2005-781 fixant les orientations de la politique énergétique, et, plus récemment le rapport de mission d'information sur l'effet de serre des députés Jean-Yves Le Déault et Nathalie Kosciusko-Morizet, publié le 12 avril 2006, dont on peut extraire les phrases suivantes :

« Le changement climatique constitue la plus grande menace du XXIème siècle. »

« Il est démontré que la responsabilité incombe aux activités humaines. »

« Si l'on est pas capable à l'avenir de faire bouger les lignes et de modifier radicalement nos modes de production et de consommation, d'inventer une économie sobre en carbone, on ira droit dans le mur. »

« C'est, sans alarmisme excessif, le devenir même de l'humanité qui est mis en cause. »

« Nous avons une responsabilité majeure vis à vis des générations futures. »

20% de la population mondiale consomme 86% des ressources, avec le mythe de la croissance comme objectif (plus = mieux), alors que le monde est fini. A la base, c'est une crise des valeurs fondée sur la consommation.

Il faut regarder la réalité en face, ne pas pratiquer la politique de l'autruche, ne pas vouloir ressembler à la grenouille de La Fontaine qui voulait être aussi grosse que le bœuf.

Ne devrait t-on pas classer les richesses fossiles au patrimoine de l'humanité ?
Ne devrait t-on pas créer des réserves naturelles de ressources ?

Tout ce questionnement devrait remettre en cause non seulement les projets envisagés dans le débat public sur le VRAL, mais aussi ceux dont la réalisation est considérée comme déjà décidée dans le cadre du CIADT de décembre 2003.

A quelques mètres du précipice, il faut oser dire STOP et ne plus écouter les sirènes de la croissance, sinon les conséquences de cette myopie surviendront bientôt, comme un cadeau empoisonné pour nos descendants.